

Nous tous qui luttons contre ce système basé sur la concurrence, la guerre, l'exclusion.. et qui militons **pour la coopération** devons déjà apprendre à **coopérer entre nous** et à ne pas nous exclure mutuellement.

### **Un ETAT et un SALAIRE pour tous !**

**Un Salaire pour tous !** C'est sous ce titre emblématique que le groupe AC de Quimper (*Agir ensemble contre le Chômage et la précarité*, ci-après : "ACQ") a publié un long article (*in Carré Rouge*, n° 27, octobre 2003). Ce texte, basé sur les thèses de l'économiste Bernard Friot, présente une approche originale de la notion de salaire et en tire des conclusions pour le moins singulières au regard de l'approche traditionnelle du mouvement socialiste. En effet, d'après ACQ, la *révolution du salaire* qui est intervenue au cours des derniers siècles représente un phénomène éminemment positif et qui doit être généralisé. Dans un premier temps, nous allons résumer l'article d'ACQ. Ensuite, nous essaierons de voir ce que l'on peut en penser.

**ACQ présente le salaire sous deux formes** : le *salaire net* (1), qui paierait non seulement le travail de l'ouvrier mais encore son temps libre (congés annuels, congés de formation ou de maladie) et les *cotisations sociales* (2) qui paieraient les chômeurs, les retraités et les prestations familiales. "(...) Cette part "mutualisée" du salaire, à la différence du salaire direct, écrit ACQ, représente la part de la valeur produite qui paie du temps libre". Le salaire, en bref, constitue un "droit politique fondamental" qui "échappe aux propriétaires du capital". On devrait se réjouir de sa généralisation qui "contrarie bien des intérêts". Ici, ACQ oppose les revenus issus du salaire à ceux qui proviennent de la "propriété lucrative" (actions, terres, usines et autre capital constant).

Après avoir noté que "la valeur produite dans le pays a augmenté de 50% depuis la fin des années 70" (encore que 12% de cette valeur sont consacrés aux retraites, rebaptisées "salaire mutualisé"), que cette croissance comporte des dangers écologiques (il faudrait alors, est-il suggéré, diminuer la totalité de la valeur produite et non la seule part des salaires), ACQ relève que cette part du salaire (y compris les cotisations sociales) dans la valeur totale a considérablement diminué ces dernières années et que cela représente un manque non seulement direct, pour les salariés au sens strict, mais encore pour les retraités et les allocations chômage.

En conclusion, ACQ réaffirme que le droit au salaire est un *droit politique* : le droit à une part de la valeur produite par le travail. Il faut revendiquer des salaires pour tous, non seulement pour les travailleurs occupés, mais encore pour les chômeurs, pour les jeunes et les retraités.

**La critique fondamentale** que l'on peut adresser au texte d'ACQ porte sur la définition extensive, approximative voire idéologique, que ce groupe accorde au salaire. Notre monde moderne, comme Marx le signale d'emblée dans le *Capital*, se caractérise par une *immense accumulation de marchandises* au rang desquelles il convient de mentionner le *travail salarié*, cette marchandise qui a

la particularité de produire d'autres marchandises.

Toutes les marchandises, biens ou services, ne sont pas exclusivement produites par du travail salarié. Par exemple, les produits que le petit agriculteur indépendant vend sur le marché local, les prestations du médecin ou du dentiste, sont encore des *marchandises* qui n'appartiennent pas à la catégorie des produits du travail salarié. Aujourd'hui pourtant, l'immense majorité des richesses produites dans la société provient du travail salarié.

Comme toute marchandise, le travail salarié est une chose aliénable, échangeable par voie contractuelle. Cependant il existe ici une formidable escroquerie. La transaction marchande ordinaire est censée intervenir entre personnes virtuellement égales qui conviennent d'un échange précis. Exemple : ici un fromage de chèvre, là une somme de 4 €. En réalité, à travers cette convention d'échange singulière nommée *contrat de travail*, le salarié, qui n'a que l'activité de ses bras et de ses neurones à échanger contre l'argent nécessaire à sa subsistance, n'est pas dans une relation d'égalité avec le propriétaire des moyens de production qui l'emploie. Il est d'emblée placé dans un rapport de dépendance, de subordination, d'autant plus fort que, avec l'accroissement de la productivité du travail, il existe de plus en plus de personnes prêtes à vendre le service de leurs bras et de leurs neurones pour une somme dérisoire.

Le malade chronique qui survit confiné chez lui ou dans un hospice grâce aux prestations sociales, le retraité ou l'étudiant boursier, ne sont pas des salariés contrairement à ce que suggère ACQ ; ce sont des *allocataires* qui bénéficient d'une redistribution des richesses produites par du travail salarié (sous forme monétaire). Il en va de même pour le chômeur, même si, faute de mieux, celui-ci aspire à ce statut salarié représentant une moindre dépendance ; il est un assisté dans le meilleur des cas, un exclu, quelqu'un qui s'est fait "jeter" du poste salarié qu'il occupait, et/ou qui a échoué dans l'implacable et quotidienne course à l'emploi.

La revendication d'ACQ qui exige un "salaire pour

les chômeurs" apparaît très caractéristique : le chômage inhérent à cette société capitaliste n'est pas remis en cause ; on réclame juste un palliatif. Plus généralement c'est le prétendu droit au salaire qui pose problème ici. Il est certain que, aujourd'hui, la grande majorité de ceux qui voient leur situation menacée, précarisée, luttent pour le maintien de leur situation salariée : faute de mieux, faute d'alternative concrète. A terme toutefois, des questions plus essentielles devront se poser.

Félicitons-nous, cependant, que des groupes comme ACQ, des revues comme *Carré rouge*, posent ce problème fondamental qui touche à l'existence de chacun : les questions sont nombreuses et les réponses ne sont guère aisées à trouver ; raison de plus pour analyser correctement la situation. A l'origine de ce système dont le salariat représente un aspect majeur, il y a la séparation des producteurs (artisans individuels, communautés rurales) d'avec leurs instruments de production, comme Marx l'a montré. Il y a donc une expropriation, une confiscation de ce qu'ACQ nomme la "propriété lucrative". Tôt ou tard, sauf à faire exploser toutes les structures de la société, la grande vague de marchandisation et de privatisation qui nous a submergé devra se mettre à stagner, puis à refluer. Alors nous devons aller vers la véritable alternative : celle de la rappropriation par les collectivités humaines des instruments de production et de distribution (voire d'échange en ce qui concerne l'émission monétaire), dont elles ont été progressivement spoliées. Mais il existe ici un débat d'une tout autre dimension (affaire à suivre...)

**Un Etat pour tous !** L'expansion tous azimuts du capitalisme avec son épiphénomène salarial n'est pas la seule caractéristique de notre époque moderne ; il y a encore la généralisation de l'Etat-nation. Il existe une certaine parenté entre ces deux phénomènes, la prolifération des Etats-nation sur la planète pouvant se comparer, d'une certaine manière, au système des enclosures qui s'est instauré en Grande Bretagne il y a quelques siècles et qui représente une étape fondamentale dans l'avènement du capitalisme. Dans les deux cas il existe une appropriation privative de territoires avec une délimitation précise de ceux-ci ; à l'intérieur, chacun, maître chez soi, entend rejeter toute ingérence. Mais au-delà de ce parallèle schématique, il existe une alliance bien plus forte : celle des deux pouvoirs fondamentaux de la société : le politique et l'économique. Les grands hommes d'Etat et ceux du capital coopèrent étroitement pour faire tourner le monde en captant une part considérables des richesses produites par le travail salarié. La chose cependant se réalise de manière très contradictoire, dialectique, car, dans la fuite en avant effrénée que nous connaissons aujourd'hui plus que jamais, il y a des gagnants et des perdants : individus, entreprises, Etats...

Concentrons notre attention sur l'Etat-nation. Sa récente prolifération à la surface du globe a abouti à une délimitation anarchique des territoires, les frontières politiques ignorant superbement la géographie, que cette dernière soit humaine (linguistique, ethnique) ou physique. Le monde compte à présent quelque 200 Etats prétendument indépendants dont les superficie varient de 44 ha (Vatican) à 17 millions de km<sup>2</sup> (Russie) et les populations de 860 habitants (toujours le Vatican) à 1 milliard 300 millions d'habitants (Chine). Pourtant, ce phénomène s'est généralisé à tel point que, aujourd'hui, il apparaît inéluctable à d'aucuns, jusque dans les rangs de cette gauche radicale qui, il y a peu, proclamait la nécessité du dépérissement de l'Etat. A présent c'est un prétendu "*droit à L'Etat*" qui est à l'ordre du jour. Nous avons à maintes reprises dénoncé ce mot d'ordre qui apparaît plus ou moins explicitement, non seulement (ce qui est logique) dans la presse conservatrice traditionnel-le mais encore dans celle qui se prétend révolutionnaire. Selon Yves Coleman par exemple, "le peuple juif a autant de droit qu'un autre peuple (y compris donc le peuple palestinien) à bénéficier d'un cadre étatique national qui lui soit propre" ("Sans patrie ni frontières", mai 2004, n° 8/9, le titre de cette revue apparaît très contradictoire avec cette même citation). Donc chaque "peuple" (il faudrait encore définir cette notion), aurait un droit naturel à l'Etat. La revendication particulière du "droit à l'Etat" pour les Palestiniens est présente, comme nous l'avons rapporté (et critiqué), jusque dans les colonnes de la revue *Alternative libertaire* (n° 107, mai 2002).

**En conclusion**, nous pouvons observer un parallèle intéressant entre les deux grandes révolutions qui ont ébranlé le monde au cours des deux derniers siècles, celle du capitalisme - avec son sous-produit salarial - et celle de l'Etat-nation. Aujourd'hui, nous vivons sous la domination universelle d'une *mégamachine*, d'un méta-système, bicéphale et monstrueux, *capitalisto-étatique*. Il y a à peine un siècle, il ne dominait que partiellement, de manière *formelle* : on pouvait encore trouver des communautés humaines, rurales ou nomades, qui échappaient à ses règles, à son emprise. À présent, cette mécanique totalitaire vient d'achever sa victoire générale, sa *domination réelle*. Des millions d'être humains, marginalisés par ce système, aspirent aujourd'hui au servage salarié, ils veulent encore être les ressortissants légaux d'un Etat - si possible fort et riche. Quand leur propre Etat a été ruiné à la suite de l'implacable concurrence inter-étatique qui règne sur le monde, ils affluent pour solliciter la protection d'un autre Etat, plus fort, plus riche. Et cette domination capitalisto-étatique est tellement achevée, universelle, qu'elle est parvenue à pénétrer les cerveaux d'un grand nombre de militants qui, hier encore, prêchaient l'abolition du salariat et le dépérissement de l'Etat.